



Maitrise d'ouvrage
VILLE DE MIOS

Place du 11 novembre
33380 MIOS

ARCHITECTES
GROUPE ARCHITECTES
A40

56, Rue Paul Camelle
33100 BORDEAUX
Tél. 05.56.74.02.11 Fax. 05.56.94.36.23

Gwen MARIEN
marien@a40architectes.com
Vanessa ROUMANIE
v.roumanie@a40architectes.com

BUREAU D'ETUDES
EICOB

Chemin Latéral de Lissandre
BP 149
33150 CENON
Port : 06 73 79 08 65

M GARCIA
eicob@orange.fr

BUREAU DE CONTROLE
BUREAU ALPES CONTROLES

Technopole Domolandes
50 allée de Cérès
40230 Saint Geours de Maremne
Tél. 05 58 55 59 56 Port : 06 84 95 68 28

M PIC-BONNAL
npicbonnal@alpes-controles.fr



**CONSTRUCTION D'UN PREAU SUR LE SITE DE L'ECOLE
RAMONET A MIOS**

**3 septembre 2015
PHASE PRO-DCE**

**CCAP (cahier des clauses administratives
particulières)**

MARCHE PUBLIC

☒ Travaux

☐ Fournitures

☐ Services

Construction d'un préau sur le site de l'école Ramonet Mios

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Les offres devront impérativement parvenir en mairie au plus tard le :

Lundi 5 octobre à 14h00

Dossier suivi par :

Pour la partie administrative	Pour la partie technique
Mairie de MIOS	Mairie de MIOS
M PRADAYROL	M FRAISSE
Place du 11 novembre	Place du 11 novembre
33 380 MIOS	33 380 MIOS
Tel : 05 57 17 10 46 fax :	Tel : 06 82 63 19 24 fax :
Mail : g.pradayrol@villemios.fr	Mail : n.fraisse@villemios.fr

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Groupe A40 Architecture - 56 rue Paul Camelle - 33100 BORDEAUX

SOMMAIRE

CCAP (cahier des clauses administratives particulières)	1
1 - Objet du marché - Dispositions générales	5
1.1 - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	5
1.2 - Consistance des travaux	5
2 - Nomenclature des documents contractuels	5
3 - Type de marche, établissement du montant des marches	5
4 - Plans marche et d'exécution	8
4.1 - Plans directeurs	8
4.2 - Plans d'exécution	8
5 - Responsabilité et assurances	8
6 - Délais d'exécution- pilotage coordination- pénalités et primes	8
6.1 - Délai d'exécution des travaux /Pilotage coordination	8
6.2 - Prolongation du délai d'exécution	9
6.3 - Pénalités – primes d'avances	9
6.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
6.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	10
7 - Clauses de financement et de sûreté	10
7.1 - Retenue de garantie	10
7.2 - Avance forfaitaire	10
7.3 - Dispositions concernant les résiliations du marché et interruption des travaux	10
8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux	11
8.1 - Provenance des matériaux et des produits	11
8.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	11
9 - Préparation, coordination et exécution des travaux	11
9.1 - Période de préparation. Programme d'exécution des travaux	11
9.2 - Plans d'exécution – notes de calcul – études de détails	12
9.3 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	12
9.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	12
10 - Contrôle et réception des travaux	12
10.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	12
10.2 - Réception	13
10.3 - Documents fournis après exécution	13
10.4 - Délais de garantie	13
10.5 - Garanties particulières	13

1 - Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Le présent Cahier des Clauses Administratives Générales concerne l'ensemble des prestations afférentes au projet de :

Construction d'un préau sur le site de l'école Ramonet

pour le compte de :

Commune de MIOS

Assisté pour la Maîtrise d'Œuvre par :

Groupe A40 Architectes

1.2 - Consistance des travaux

1.2.1 - Division en tranche

Le marché est en 1 seule tranche

1.2.2 - Division par lot

Les lots sont divisés comme suit:

Lot 01 STRUCTURE ET CHARPENTE METALLIQUE
Lot 02 CHARPENTE BOIS, COUVERTURE, ETANCHEITE ET ZINGUERIE

2 - Nomenclature des documents contractuels

L'ensemble des documents ci-après, dans cet ordre de préséance, constitue un tout qui définit les conditions du marché :

a. documents d'ordre général

- Les Documents Techniques Unifiés, les Normes Françaises, ainsi que l'ensemble des lois, décrets, règlements et circulaires en vigueur un mois avant la date de signature du marché.

b. documents particuliers au présent marché

- L'Acte d'Engagement de l'entrepreneur, qui définit le prix global et forfaitaire des travaux de tous les lots.
- Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Les plans originaux du marché.

3 - Type de marche, établissement du montant des marches

Pour l'ensemble des lots les marchés seront **passés à prix fermes et non actualisables**.

L'entrepreneur devra fournir à l'appui de son offre un détail quantitatif et estimatif poste par poste, justifiant son prix et permettant de calculer :

- Le montant des situations mensuelles
- Les avenants en plus ou en moins correspondant à d'éventuels travaux en plus ou en moins commandés par le Maître d'Ouvrage.

Les travaux comprennent l'intégralité des ouvrages nécessaires au complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art. L'entrepreneur est réputé s'être rendu compte de la nature, de l'importance et de toutes sujétions des

travaux des lots, et avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient avoir été omis sur l'une ou l'autre des pièces du marché. Il ne pourra donc prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou au CCTP.

Les prix sont réputés établis en tenant compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et jusqu'à la remise définitive des installations et notamment les frais de la liste suivante, non limitative :

a) Les frais d'établissement des plans et détails d'exécution, des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation des maîtres d'œuvre et au visa du bureau de contrôle et de sécurité. Les frais de participation aux travaux de la cellule de synthèse ainsi que l'établissement des plans coupes et détails nécessaires à l'élaboration des plans de pré-synthèse et de synthèse. La liste des documents figurant au D.C.E. constitue la liste exhaustive des documents fournis à l'entreprise.

b) Les frais d'établissement des documents "archives" à remettre au maître de l'ouvrage (dossier des ouvrages exécutés : D.O.E.) ainsi que les frais de fourniture des documents pour le bureau de contrôle ou la "cellule de synthèse" du chantier.

c) Les frais de mise au courant du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations, notamment pour les lots techniques ou spécifiques hospitaliers, suivant les prescriptions du CCTP.

d) Les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli.

e) Les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures, calibres, modèles, maquettes, etc... nécessaires.

f) Les frais d'essais et de contrôles demandés par le bureau de contrôle ou demandés par le maître d'œuvre ainsi que l'énergie nécessaire à leur mise en œuvre.

g) Les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter.

h) Les frais de transport des matériaux au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier.

i) Les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception.

j) Les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément celles résultant des règlements du Ministère du Travail et des recommandations de la C.R.A.M. et de l'O.P.P.B.T.P. ainsi que les frais résultant des décisions du collège inter-entreprises d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé, y compris les frais résultant des obligations du maître de l'ouvrage au regard du Code du Travail envers le personnel chargé de l'exécution des travaux, notamment celles prévues à la section 7, chapitre VIII, titre III du livre II du dit code.

k) Les frais d'assurance prévus à l'article 5 du présent C.C.A.P. :

- responsabilité civile,
- responsabilité professionnelle en application de la loi du 04/01/1978.

l) Les frais de chauffage et de pré-chauffage.

m) Les frais prévus au compte des dépenses communes ou découlant des installations de chantier et de leur évolution.

n) Les frais concernant l'hygiène et la sécurité du chantier.

o) Les frais de brevets et marques déposées.

p) Les frais relatifs à la mise au point, à la construction, à la finition, aux raccordements aux réseaux.

q) Les taxes et impôts de toute nature frappant de quelque façon que ce soit les salariés, le matériel, les matériaux, les ingrédients, etc. ou ouvrages ou partie d'ouvrage.

- r) Les frais et sujétions découlant des exigences techniques et résultant :
- de l'application et de la réglementation en matière de sécurité ;
 - des prescriptions du bureau de contrôle pour la conformité aux D.T.U. et règles techniques, etc.
 - les frais de représentation aux différentes réunions de chantier hebdomadaires ou occasionnelles, par une personne qualifiée et ayant pouvoir de décision, habilitée à accuser réception de la notification en réunion des ordres de service.

Enfin, il est précisé, d'une manière générale, que les prix globaux et forfaitaires correspondent au complet et parfait achèvement des travaux dans le cadre du marché de façon à permettre une parfaite conformité des bâtiments à leur destination.

Pour l'application de l' article 34 du C.C.T.C., les dispositions suivantes sont retenues :

Dépenses d'équipement de chantier

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Les entrepreneurs qui ont négligé de faire connaître, en temps utile, leurs besoins ou ont fourni des indications erronées, lorsque de ce fait les réservations ne se trouvent pas aux emplacements convenables, supportent la charge des travaux nécessaires qui sont effectués par l'entrepreneur concerné, ainsi que toutes incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état.

Dépenses de fonctionnement

Les charges temporaires de voirie et de police incombent aux 2 lots.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, gravois de structure et déchets, jusqu'aux lieux de stockage.
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu' il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages éventuels ;
- Les entrepreneurs ont à leur charge l'enlèvement des déblais de tous corps d'état stockés, gravois de structures et déchets, ainsi que de leur transport aux décharges publiques.

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

Compte prorata :

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les entrepreneurs :

- état des lieux établi par voie de constat d'huissier préalablement à tout démarrage du chantier ;
- nettoyage du bureau chantier et des installations communes d'hygiène ;
- consommations d'eau et d'électricité ;
- communications téléphoniques ;
- chauffage du chantier ;
- frais de gardiennage ; Il est impératif que le chantier soit fermé à clé chaque soir :

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de gardiennage extérieure.

- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou contournés, dans les cas suivants :
 - . l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
 - . les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
 - . la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Suivant la nature des fournitures mises en oeuvre, les entrepreneurs prennent les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations.
- nettoyage de fin de chantier avant réception.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

4 - Plans marche et d'exécution

4.1 - Plans directeurs

Ces plans servent de base à l'établissement de la proposition de l'entrepreneur et sont mis à sa disposition par le Maître d'Œuvre. Les frais de reprographie sont à la charge de l'entrepreneur.

4.2 - Plans d'exécution

Pour chaque lot, l'entrepreneur aura à sa charge l'établissement de tous les dessins de détails d'exécution et de toutes les notes de calcul nécessaires à l'exécution de ses travaux. Il devra les soumettre au Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission, préalablement à toute exécution. Faute d'avoir produit ces documents en temps utile, et en cas d'inobservation des Plans Directeurs et/ou des Règles de l'Art constatée par le Maître d'Œuvre, l'entrepreneur sera tenu de reprendre ses ouvrages pour mise en conformité, à ses frais et torts.

5 - Responsabilité et assurances

L'entrepreneur déclare avoir souscrit les garanties d'assurances couvrant :

- Sa responsabilité décennale.
- Sa responsabilité civile à l'égard des tiers.
- Les risques d'effondrement avant réception.
- La garantie de bon fonctionnement minimale d'un an des éléments d'équipement.

L'entrepreneur devra joindre aux pièces du présent marché les attestations correspondant à ces garanties, émanant de sa compagnie d'assurances.

6 - Délais d'exécution- pilotage coordination- pénalités et primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux /Pilotage coordination

6.1.1 - Pilotage coordination

L'OPC assurera le Pilotage / Coordination de l'opération entre les lots.

6.1.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution global de l'opération est indiqué dans l'Acte d'Engagement

6.1.3 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Se reporter au document joint.

6.1.4 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Il indique en outre, pour chacun des lots :

La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives des

entrepreneurs sur le chantier.

- a. le calendrier détaillé d'exécution est établi
- par le Maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs.

Après acceptation le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

b. Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c. Au cours du chantier et après concertation avec le titulaire, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots, elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.21 et 19.22 (premier alinéa) au CCAG et de l'article 6.2 ci-dessous.

d. Le calendrier initial visé au 6.1.4.a, éventuellement modifié comme il est indiqué au 6.1.4. c doit être approuvé et signé par tous les titulaires du marché. Il est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs, par le Maître d'ouvrage.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels mentionnés ci-après dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

6.3 - Pénalités – primes d'avances

6.3.1 - Pénalités pour retard – article 20.1 du CCAG Travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux seront appliqués les pénalités suivantes :

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus; il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors TVA définis à l'article 13.1.1 du CCAG Travaux.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- . ou l'entrepreneur n' a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
 - . ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.
- Ces valeurs de pénalité et retenue sont applicables à tous les lots.

6.3.2 - Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités d'un montant de 500 € H.T. par jour de retard dans l'exécution de la prescription.

Ces pénalités sont indépendantes de celles visées aux articles 6.3.1. et 6.3.2. avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple consultation par le Maître d'œuvre des infractions , et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles, ces infractions concernent le :

- Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites
- Retard dans la remise de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèses etc ..)
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entant dans la réalisation des locaux témoins
- Retard dans le nettoyage du chantier.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier.
- Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier
- Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins
- Retard dans la remise des éléments nécessaires à la constitution du DIUO, ces pièces seront demandées par le coordonnateur SPS et devront lui être remises.

6.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes au CCAG.

6.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la réception des travaux il est obligatoire pour les entreprises de fournir au maître d'œuvre tous les plans et en particulier les plans de récolement des ouvrages exécutés.

En particulier, devront être fournis :

- Les notes de calculs des différents ouvrages,
- Les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques,
- Eléments constitutifs du DIUO à la demande du Coordonnateur, de format A4 et :ou A3 : remise effective 1 mois avant la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 1 000 € HT par mois de retard sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

7 - Clauses de financement et de sûreté

7.1 - Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% en application de l'art.102 du Code des marchés publics, la RG pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

7.2 - Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

7.3 - Dispositions concernant les résiliations du marché et interruption des travaux

Par dérogation à l'article 47.3 du CCAG Travaux – les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation est notifié immédiatement à la personne publique. IL en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne physique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 Janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la

faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

8.1 - Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

8.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'ouvrage.

9 - Préparation, coordination et exécution des travaux

9.1 - Période de préparation. Programme d'exécution des travaux

9.1.1 - Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1. CCAG Travaux la période de préparation est de 2 semaines incluse dans le délai d'exécution global.

La période de préparation commence à compter de la date de l'ordre de service de notification de commencement des travaux.

9.1.2 - Programme d'exécution des travaux

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

Etablissement par le titulaire et présentation au visa du Maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du

CCAG, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs).

Achèvement par le titulaire des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues l'article 29.2 du CCAG et à l'article 10.3 ci-après,

(l'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le planning travaux DCE).

Etablissement par chacune des entreprises y compris les entreprises sous-traitantes appelées à intervenir à un moment quelconque sur le chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé. Ces plans seront remis au coordonnateur dans les 30 jours qui suivent la réception du contrat signé par le Maître d'ouvrage. Délai ramené à 8 jours pour les entreprises de second œuvre sous-traitantes.

9.2 - Plans d'exécution – notes de calcul – études de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par les entrepreneurs et soumis avec les notes de calcul et études de détails au visa du Maître d'œuvre.

Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après la réception.

Les plans de fabrication sont à la charge des entreprises.

9.3 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers de nationalité étrangère par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

9.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

9.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet

9.4.2 - Installations à réaliser par l'entreprise

Se reporter à l'article 3

9.4.3 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les emplacements mis à disposition pour les déblais seront communiqués aux entreprises titulaires lors de la mise au point des marchés.

9.4.5 - Utilisation des voies publiques

Stipulations du CCAG applicables.

9.4.6 - Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues.

10 - Contrôle et réception des travaux

10.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTC ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le Maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles ils sont à la charge du Maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

10.2 - Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 42 du CCAG et fera l'objet de réceptions partielles telles que définies au phasage joint aux pièces du marché.

10.3 - Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'entrepreneur remet au Maître d'œuvre, en 4 exemplaires + un CD ROM :

Au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,

Dans les deux mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4

Au fur et à mesure de réalisation de l'ouvrage, les éléments constitutifs du DIUO en 5 exemplaires.

10.4 - Délais de garantie

Les garanties des ouvrages réalisés seront conformes à la législation applicable à chaque catégorie de travaux réalisés conformément aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

10.5 - Garanties particulières

Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le Maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis :

- Par le CCTG – fascicule G.P.E.M./P.V. – P 61 (Décision n° 22)
- Par le CCTP

Garantie particulière des peintures sur métal

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué et son aspect pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis :

- Par le CCTG
- Par le CCTP

Autres garanties particulières

Garantie de parfait achèvement et de bon fonctionnement : l'entreprise doit ces garanties.

10.6 - Assurances

L'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Fait àle

Lu et accepté,
L'entrepreneur (date, cachet, signature)